

quelques navires prenant des cargaisons de grain à Halifax,—et je voudrais en voir dix fois plus...

M. SMITH (Victoria): Je désire poser une question à l'honorable député. Veut-il voir les ports des Provinces maritimes perdre le trafic du grain?

M. DUFF: Monsieur le président, j'ai écouté très attentivement cet après-midi le discours de mon honorable ami le député junior d'Halifax...

M. QUINN: Tenez-vous en aux faits. Dites-nous toute la vérité.

M. DUFF: Je m'efforce d'exposer à mon honorable ami et à la députation les faits tels qu'ils m'apparaissent. Dans les questions de marine, je ne me reconnaitrai certes pas inférieur au député junior d'Halifax.

M. SMITH (Victoria): Je veux une réponse à ma question? Approuvez-vous qu'on dérive le trafic vers d'autres ports que les ports des Provinces maritimes?

M. DUFF: Non, je veux qu'on achemine le trafic vers les ports des Provinces maritimes. J'ai déjà engagé une discussion avec mon honorable ami et nous avons gagné chacun deux pyjamas.

M. le PRESIDENT SUPPLEANT (M. MacDonald) (Cap-Breton): A l'ordre!

M. DUFF: Il existe une autre raison pour ce qui est d'Halifax: tant qu'on ne pourra ramener des cargaisons de retour après avoir transporté des marchandises au littoral il n'y aura pas un trafic considérable de blé de Fort-William à Halifax. Il est notoire que, depuis dix ans, on s'efforce d'obtenir que les vapeurs prennent une cargaison de blé à Fort-William et la transportent jusqu'à Halifax, mais parce qu'il n'y a pas de cargaisons de retour à Halifax, ces tentatives ont échoué. Les navires ne transporteront pas du blé à Halifax pour revenir vides.

On ne développera pas le commerce au moyen d'accords de ce genre qui élèvent les droits sur les produits étrangers. Je veux vous démontrer ce qu'est cette convention et pourquoi Halifax, Saint-Jean, Montréal et les autres ports canadiens n'obtiendront pas le trafic auquel ils ont droit. J'ai lu le compte rendu d'un discours prononcé par un homme qui ne s'appelait que M. Philip Snowden, il y a quelques mois, mais qui aujourd'hui fait partie de la Chambre des lords. Voici ce que le vicomte Snowden disait hier:

A la conférence impériale, les dominions étaient tous "obsédés de l'idée du nationalisme économique et se préoccupaient seulement de ce qu'ils pouvaient obtenir. . . A deux heures du

[M. Duff.]

matin, le jour où la délégation du Royaume-Uni devait quitter Ottawa, la conférence était sur le point de dégénérer en fiasco."

M. SMITH (Victoria): Quelle est la politique de cet homme?

M. DUFF: Je ne pense pas qu'il en ait maintenant; c'est un membre de la chambre des lords.

M. SMITH (Victoria): Un libre-échangiste.

M. DUFF: C'est une bonne chose, il est malheureux qu'il n'y en ait pas davantage. Mon honorable ami est quelque peu libre-échangiste lui-même. Il ne refuse pas d'acheter des chaussures des Etats-Unis et de les apporter au pays. Il préconise la protection du fabricant, mais il lui arrive de rapporter des chaussures des Etats-Unis et il ferait mieux de ne pas parler davantage du libre-échange.

"Nous connaissons le premier ministre Bennett", a ajouté le célèbre lord travailliste. "En 1930 il nous a menacés de conclure des accords avec des pays étrangers, si nous ne consentions pas à ses demandes".

Le vicomte Snowden était un membre du cabinet lors de la conférence impériale tenue en 1930 et il doit savoir ce qu'il dit. Puis il ajoute:

"On m'apprend que sur la liste des 8,000 articles remise à la délégation anglaise par M. Bennett, dit-on, dans les premiers jours de la conférence, le même article était répété maintes fois sous diverses rubriques. Mickey Mouse est apparu trois fois sous trois titres différents".

C'est ce genre de convention que nous sommes en train d'étudier. Le premier ministre ne sait pas ce que l'accord veut dire; le ministre du Commerce ne le sait pas. L'honorable député de Vancouver-Centre n'a pu obtenir le renseignement demandé et ne le sait pas, et même l'honorable représentant de Hants-King qui a voté pour le traité, l'autre soir. La meilleure chose à faire, il me semble, c'est d'ajourner la Chambre jusqu'à une certaine date en janvier, pour que le peuple puisse l'étudier et puis de voir ce qui se produira.

Je note qu'il n'est pas fait mention du charbon dans l'accord. Avant 1930, quand les libéraux étaient au pouvoir, nos honorables amis parlaient beaucoup du charbon. Ils disaient quelle terrible chose était l'importation de houille étrangère, au détriment des mineurs de la Nouvelle-Ecosse. Je me souviens que, au cours des élections de 1930, les orateurs conservateurs parcouraient la province avec des morceaux de charbon dans leur poche, disant que c'était du charbon russe.

M. SMITH (Victoria): L'honorable député préconise-t-il l'importation de charbon russe en concurrence avec le charbon néo-écossais?